

# Manifeste de l'ADI

L'Association des Directeurs immobiliers vient de publier un manifeste pour la réindustrialisation. Il comporte 12 propositions:

1. Améliorer le fonctionnement du site Cartofriches, géré par le CEREMA. Ce site recense déjà 4 200 sites. Il serait complété de cartes d'identité des sites ICPE.
2. Informer systématiquement les entreprises de la volonté de modifier un PLU.
3. Diviser en deux la destination industrielle dans le code de l'urbanisme pour distinguer les activités manufacturières peu polluantes et peu consommatrices de foncier de celles plus traditionnelles. Cela permettrait d'intégrer certaines activités industrielles dans les zones urbaines.
4. Permettre dans les PLU de sanctuariser des fonciers destinés aux activités productives.

5. Confier aux régions et aux intercommunalités le recensement du foncier constructible pour l'industrie. Cela permettrait de dépasser l'échelle communale "trop sujette aux inclinaisons personnelles d'une équipe municipale".

6. Créer dans les préfectures un guichet unique pour le porteur de projet.
7. Créer un dossier d'instruction unique via une plateforme digitale faisant l'interface entre l'administration et le porteur de projet.
8. Créer un échange avec les administrés avant l'instruction du dossier et l'ouverture de l'enquête publique.
9. Encadrer la déclinaison des SRADDET dans les documents d'urbanisme par un contrat de développement territorial.
10. Faciliter le traitement environnemental



de friches, par exemple en incitant les collectivités locales à entretenir les friches via leur établissement public foncier.

11. Faciliter l'arrivée d'investisseurs vers l'immobilier industriel.
  12. Réviser la fiscalité locale des activités productives pour ne pas créer de distorsion entre les territoires et ne pas pénaliser les activités fortement capitalistiques.
- L'ADI demande de revenir à la base de l'impôt foncier en appliquant un impôt uniquement sur les surfaces.

*(Dossier publié 8 septembre 2022).*

## Acteurs

● **Paul Meyer** est nommé, délégué général de l'Union Nationale des Aménageurs (UNAM). Il a notamment une expérience d'élu à la métropole de Strasbourg.

